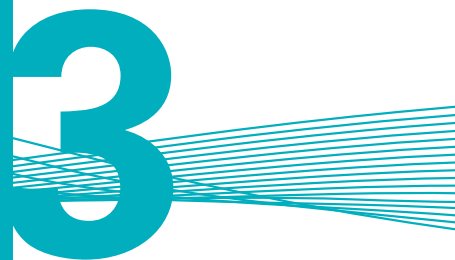


L'ACTIVITÉ BANCAIRE ET FINANCIÈRE



58 Le système
bancaire et financier

60 Les actifs et les passifs
financiers des agents
économiques

63 Les comptes d'exploitation
des établissements de crédit



© Thinkstock

Corail.

LE SYSTÈME BANCAIRE ET FINANCIER

L'organisation

À l'exception des caisses de Crédit municipal, toutes les catégories d'établissements de crédit (telles que définies par l'article L 511-9 du Code monétaire et financier) sont présentes dans les quatre DOM, la collectivité départementale de Mayotte et les collectivités d'outre-mer de Saint-Pierre-et-Miquelon, Saint-Martin et Saint-Barthélemy (cf. annexe). À la fin de l'année 2010, on dénombre 41 établissements de crédit disposant d'une implantation locale, dont 21 banques, 17 sociétés financières, 2 institutions financières spécialisées et 1 établissement non soumis à la loi bancaire. Par ailleurs, 150 établissements qui ne disposent pas de représentation locale interviennent directement dans les DCOM depuis la métropole, soit de façon significative, soit de façon subsidiaire, dans le financement des entreprises et des administrations publiques locales.

Si le système bancaire des départements et collectivités d'outre-mer (DCOM) conserve des caractéristiques qui lui sont propres, notamment en raison de la taille des marchés, les évolutions récentes l'amènent progressivement à converger vers le système métropolitain. La quasi-totalité des établissements exclusivement locaux a disparu au profit

de rapprochements avec de grands groupes bancaires métropolitains, dans le sillage des mouvements de concentration observés sur le plan national. L'année 2010 est marquée par la reconfiguration du réseau Financière Océor, devenu Groupe BPCE International et Outre-mer (IOM), qui s'est traduite notamment par la cession des trois filiales de la Financière Océor (Océor Lease Réunion, Océor Lease Tahiti et Océor Lease Nouméa) à Natixis Lease, établissement en charge de l'activité de crédit-bail pour l'ensemble du Groupe BPCE. Ce changement d'actionnariat, qui n'impacte pas le dispositif actuel des trois enseignes, est effectif depuis le 31 décembre 2010.

Dans les DCOM, la densité du système bancaire et la bancarisation de la population sont en moyenne inférieurs à la métropole. La situation par département est cependant contrastée, proche de celle de la France métropolitaine à la Guadeloupe et à la Martinique, supérieure à Saint-Pierre-et-Miquelon, mais est largement inférieure à Mayotte et en Guyane. La Réunion se situe dans la moyenne des DCOM.

En 2010, la couverture bancaire dans les DCOM est demeurée relativement stable avec la création nette de 3 guichets, ce qui porte leur nombre total à 625 unités. Bien qu'en amélioration, leur densité, avec 1 guichet pour 3 400 habitants, demeure inférieure à celle de la métropole (1 guichet bancaire pour 1 680 habitants)¹. La situation par département est contrastée : alors que la densité à Saint-Pierre-et-Miquelon dépasse le ratio hexagonal, la Guyane et surtout Mayotte accusent un sous-équipement en matière de guichet bancaire, avec respectivement 1 guichet bancaire pour 5 700 et 7 500 habitants. La Réunion affiche une densité légèrement inférieure à la moyenne des DCOM et celles de la Guadeloupe et de la Martinique sont plus élevées.

Parallèlement, l'installation de nouveaux DAB-GAB s'est poursuivie, avec une centaine d'unités en un an. La densité s'élève à 1 DAB-GAB pour 1 500 habitants en moyenne dans les DCOM. En la matière, Saint-Pierre-et-Miquelon, la Guadeloupe et la Martinique sont les mieux équipés, avec une densité proche de celle de la France métropolitaine (1 DAB-GAB pour environ 1 180 habitants)¹. À l'inverse, Mayotte et la Guyane affichent un sous-équipement avec respectivement 1 DAB-GAB pour 3 600 et 2 400 habitants. La Réunion se situe dans la moyenne des DCOM.



La Réunion, poissons Chromis et Dascyllus, lagon de La Réunion.

Ces évolutions s'accompagnent d'une progression modérée (+1,3 %) des ouvertures de comptes bancaires en 2010 avec un total de plus de 4,8 millions. Le nombre de cartes bancaires en circulation dans les DCOM atteint 2,4 millions, soit une progression de 4,5 % par rapport à l'année précédente.

En termes de bancarisation, les DCOM enregistrent en moyenne 0,8 compte à vue par habitant en 2010, soit un niveau sensiblement inférieur à celui constaté en métropole (1,18 compte à vue par habitant)¹. Saint-Pierre-et-Miquelon, la Martinique et la Guadeloupe affichent un nombre de comptes à vue par habitant voisin de celui de la métropole. Inversement, la bancarisation reste faible à Mayotte ainsi qu'en Guyane, avec respectivement 0,24 et 0,5 compte à vue par habitant.

¹ Données «métropole» décembre 2009.

Le système bancaire dans les DCOM

	Décembre 2008	Décembre 2009	Décembre 2010*
Établissements de crédit installés localement	42	41	41
Banques	22	21	21
Sociétés financières	17	17	17
Autres	3	3	3
Nombre de guichets bancaires**	621	622	625
Nombre de guichets automatiques	1 248	1 296	1 388
Nombre de comptes bancaires	4 668 527	4 810 517	4 873 379
Nombre de cartes bancaires en circulation	2 282 252	2 295 004	2 397 789

* Données 2010 provisoires.

** Données révisées par rapport aux publications antérieures.



La Réunion, gaterin oriental.

© Pascale Chabanes@RD

LES ACTIFS ET LES PASSIFS FINANCIERS DES AGENTS ÉCONOMIQUES

Les actifs financiers des agents économiques

Au 31 décembre 2010, le total des **actifs financiers** collectés par les établissements de crédit des DCOM dépasse **25,5 milliards d'euros**, en hausse de 4 % sur l'année. Les actifs financiers affichent un rythme de croissance plus soutenu qu'en 2008 et 2009 (respectivement 2 et 3 %), sans toutefois atteindre les niveaux des années d'avant crise. La progression est tirée par les dépôts à vue (+7 %) et les placements à long terme (+5 %), les placements liquides ou à court terme restant stables, après le recul de 3 % enregistré en 2009.

Les dépôts à vue

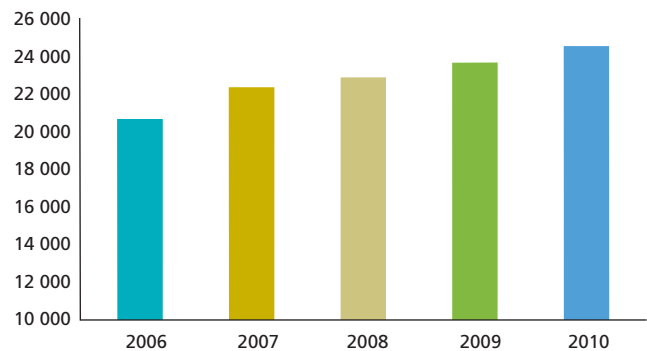
Les dépôts à vue, qui représentent 34 % du total des actifs financiers dans les DCOM, affichent un encours de 8,8 milliards d'euros à fin 2010, en hausse de près de 7 %, conservant ainsi un rythme de progression identique à celui observé en 2009. Les dépôts à vue des ménages (+8 %) enregistrent une croissance plus soutenue que ceux des entreprises (+6 %).

La plupart des géographies sont concernées par cette progression, à l'exception de Mayotte (-3 %) et de Saint-Pierre-et-Miquelon (-4 %). Les hausses les plus importantes sont observées en Guyane (+13 %) et à la Guadeloupe (+8 %).

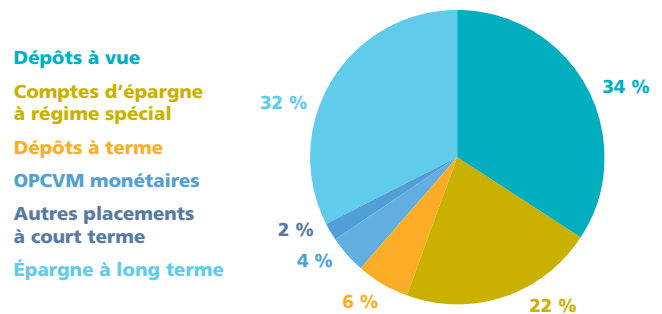
Les placements liquides ou à court terme¹

L'encours des placements liquides ou à court terme des DCOM atteint plus de 8,7 milliards d'euros au 31 décembre 2010, en hausse de 1,5 % après le recul de 3 % enregistré en 2009.

Évolution des actifs financiers (en millions d'euros)



Répartition des actifs par nature au 31 décembre 2010



Les comptes d'épargne à régime spécial, qui constituent la principale composante des placements liquides ou à court terme (65 %), enregistrent une progression de 3 % en 2010 à 5,6 milliards d'euros. Ces produits continuent de bénéficier de l'engouement des épargnants pour des formes de placement sans risques de pertes en capital, en particulier le livret A dont

Répartition des actifs financiers au 31 décembre 2010

en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	SPM	Total
Dépôts à vue	2 353	658	2 057	166	3 473	77	8 784
Placements liquides ou à court terme	2 130	407	2 156	158	3 588	102	8 542
dont comptes d'épargne à régime spécial	1 515	301	1 384	77	2 306	51	5 634
dont comptes à terme	350	46	530	47	581	50	1 604
dont autres placements à court terme	265	61	242	34	701	1	1 304
Épargne à long terme	2 108	313	2 056	58	3 694	30	8 259
Total	6 591	1 379	6 269	383	10 755	209	25 585

le dynamisme bénéficie de l'attrait traditionnel de ce placement (absence de fiscalité, garantie de l'État, conditions de leur rémunération²).

Les dépôts à terme enregistrent une légère reprise en 2010 (+1 %), après le recul de 2009 (-17 %), qui ne permet pas toutefois de retrouver le niveau d'encours observé en 2008. L'encours des OPCVM monétaires affiche un recul de 20 % en 2010, dans un contexte de faible reprise des taux sur les marchés monétaires en 2010.

Placements à long terme gérés par les établissements de crédit

Les données présentées ici ne sont pas exhaustives car elles n'incluent que partiellement les encours de contrats d'assurance-vie souscrits auprès des établissements de crédit et n'incluent pas ceux souscrits auprès des compagnies d'assurance. Elles contribuent néanmoins à une estimation des placements à long terme.

Au 31 décembre 2010, l'encours d'épargne à long terme gérée par les établissements de crédit des DCOM s'élève à 8,3 milliards d'euros, en hausse de 5 % sur un an et représente plus de 32 % du total des actifs financiers.

Principale composante de l'épargne à long terme (56 % en 2010), les contrats d'assurance-vie demeurent le produit privilégié des épargnants. Ils présentent un encours de 4,6 milliards d'euros, en hausse de 11 %, soit un rythme de croissance proche de celui de 2009 (+12 %).

Les plans d'épargne-logement (22 % des placements à long terme) présentent un encours en légère hausse (+2 % en 2010), à 1,9 milliard d'euros.

Les encours des OPCVM non monétaires (6 % des placements à long terme) se contractent de 12 %. Les placements en actions (4 % des placements à long terme) progressent de 5 %. Les placements en obligations (8 % des placements à long terme) sont en léger repli (-1 %).

Les autres placements à long terme, constitués principalement des plans d'épargne populaire, sont en recul de 9 % en 2010.

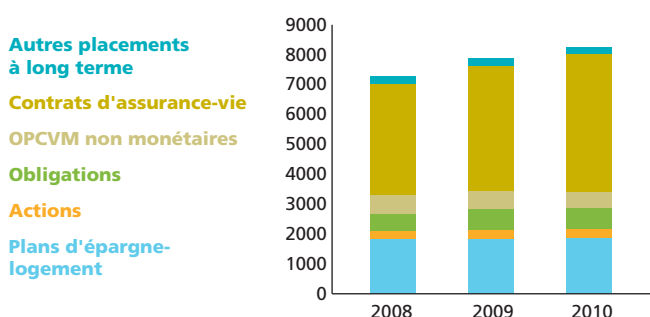
Répartition des actifs par agent économique

Les actifs financiers des DCOM sont détenus à hauteur de 72 % par les ménages, soit un encours de 18,5 milliards d'euros au 31 décembre 2010, en hausse de 5 % sur un an. Les entreprises détiennent 22 % des actifs. La prépondérance des ménages dans la détention des actifs financiers est particulièrement marquée à la Guadeloupe (75 %) alors qu'elle est beaucoup plus faible à Mayotte (53 %).

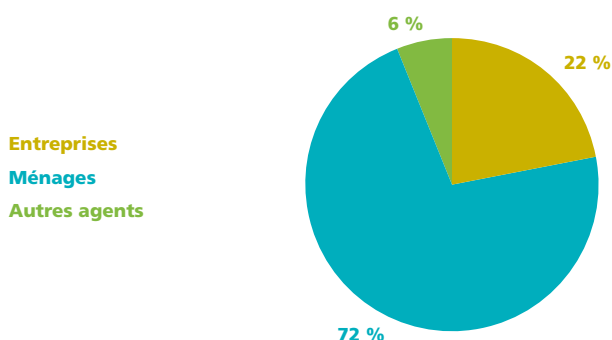


Nénuphar.

Répartition de l'épargne à long terme au 31 décembre 2010 (en millions d'euros)



Répartition des actifs financiers par agent économique au 31 décembre 2010



¹ Les placements liquides ou à court terme regroupent l'ensemble des produits immédiatement disponibles, sans risque de perte de capital, à savoir les comptes d'épargne à régime spécial (livrets A, ordinaires, bleus, jeunes et d'épargne populaire, les Codevi et les comptes d'épargne-logement) et les produits rémunérés au taux du marché monétaire (dépôts à terme, bons de caisse, certificats de dépôts et OPCVM monétaires).

² Le taux du livret A a été revu à la hausse le 1^{er} août 2010, passant de 1,25 à 1,75 %.

Mayotte, poisson de la famille des Anthias (*Pseudanthias Squamipinnis*) femelle.

Les passifs financiers des agents économiques

Évolution des concours bancaires par nature

Au 31 décembre 2010, l'ensemble des concours bancaires consentis dans les départements et collectivités d'outre-mer atteint 36,8 milliards d'euros. L'encours des crédits enregistre une hausse de 4,5 % en 2010, après une augmentation de 2 % en 2009. 91 % de l'ensemble des concours accordés à la clientèle des DCOM sont distribués par les établissements de crédit installés localement¹. Leur poids est variable selon les géographies, s'étageant de 74 % à Mayotte à 95 % à Saint-Pierre-et-Miquelon.

La croissance de l'encours en 2010 est tirée par la progression des crédits à l'habitat (+6 %). Ces derniers représentent la première composante des concours accordés aux agents économiques des DCOM avec 43 % de l'encours total ; 60 % des crédits à l'habitat sont détenus par les ménages. La Guyane

et Mayotte enregistrent en 2010 une croissance de leurs encours de crédits à l'habitat particulièrement soutenue, avec respectivement +10 % et +8,5 %. La hausse est en revanche contenue à 4 % à la Martinique en raison notamment du recul des crédits immobiliers des entreprises² et à 5 % à La Réunion.

Les crédits à l'équipement, qui représentent 30 % de l'encours total de crédits accordés aux agents économiques des DCOM, s'inscrivent en hausse de 6 % en 2010, avec une progression particulièrement marquée à la Guadeloupe (+12 %) et à la Martinique (+14 %). À La Réunion, la hausse se limite à 1 %. Le dynamisme des crédits à l'équipement est tiré en 2010 par la demande des collectivités locales dont l'encours progresse de 9 %, alors que les crédits aux entreprises progressent de seulement 2 %.

Représentant 13 % des concours, les crédits de trésorerie diminuent de 1 % en 2010, après la baisse de 8 % enregistrée en 2009. De par leur nature, ils sont distribués essentiellement par les établissements de crédit installés localement. Les crédits de trésorerie sont détenus à 75 % par les ménages.

Concours bancaires accordés par l'ensemble des établissements de crédit au 31 décembre 2010 concours nets en millions d'euros

	Guadeloupe	Guyane	Martinique	Mayotte	La Réunion	SPM	Total
Créances commerciales	38	7	26	4	124	1	199
Crédits de trésorerie	1 039	185	1 124	127	2 142	16	4 634
Crédits à l'équipement	2 132	669	2 768	392	5 052	50	11 064
Crédits à l'habitat	3 390	1 220	3 103	173	7 889	66	15 841
Comptes ordinaires débiteurs	186	31	181	15	272	4	690
Autres crédits	397	107	390	21	1 031	3	1 950
Créances douteuses nettes	306	37	202	18	475	3	1 041
Provisions	361	64	313	12	613	8	1 371
Clientèle non financière	7 849	2 320	8 107	764	17 598	151	36 790

Répartition des concours de caractères bancaires au 31 décembre 2010

concours nets en millions d'euros

	Entreprises	Ménages	Collectivités locales	Autres agents	Total
Créances commerciales	189	-	-	-	189
Crédits de trésorerie	1 057	3 494	46	-	4 597
Crédits à l'équipement	6 052	-	4 175	-	10 227
Crédits à l'habitat	6 287	9 518	1	-	15 806
Comptes ordinaires débiteurs	521	149	9	-	678
Autres crédits	1 390	162	34	1 295	2 881
Créances douteuses nettes	684	233	93	31	1 041
Provisions	(*)	(*)	(*)	(*)	1 371
Clientèle non financière	16 178	13 556	4 358	1 326	36 790

(*) Non disponible par agent économique.

Évolution des concours bancaires par agent économique

Les crédits aux entreprises représentent 45 % des crédits accordés aux agents économiques des DCOM. Ils sont pour l'essentiel (à hauteur de 88 %) consentis par les établissements de crédit installés localement. Les encours de crédit se sont inscrits en légère hausse (1 %) en 2010, après un recul de 2,5 % en 2009. Cette variation recouvre toutefois des évolutions différenciées selon les géographies. On constate une hausse des encours de crédit aux entreprises à la Martinique (+3,3 %), à la Guadeloupe (+1,8 %) et à Saint-Pierre-et-Miquelon (+2 %). En revanche à La Réunion, à Mayotte et en Guyane, l'encours stagne. Analysée par catégorie de crédit, la hausse des crédits aux entreprises est liée à la reprise des crédits à l'équipement (+2,4 %), après le recul (-3 %) enregistré en 2009. Ces crédits constituent 39 % des crédits accordés à cette catégorie d'agents. Les crédits immobiliers destinés aux entreprises³, soit 41 % de leur endettement bancaire, augmentent de 1,6 %. Les crédits de trésorerie (7 % des concours accordés aux entreprises) sont en retrait de 0,2 %.

Les ménages détiennent 39 % de l'ensemble des concours accordés aux agents économiques des DCOM. Leur encours progresse de 6 % en 2010 (contre 3 % en 2009). La reprise de l'octroi de crédits aux ménages concerne l'ensemble des géographies. Elle est particulièrement sensible en Guyane (+15 %) et à la Guadeloupe (+9 %), mais plus faible à La Réunion (+3 %) que dans les autres géographies. La croissance des crédits aux ménages est tirée exclusivement par celle des crédits à l'habitat (+8 %) qui constituent plus des deux tiers des crédits accordés aux ménages. Les crédits à la consommation, deuxième composante des crédits de cette catégorie d'agents (28 %), baissent de 1 % en 2010.

Les collectivités locales bénéficient de 12 % des concours bancaires des DCOM. Leur encours, constitué pour l'essentiel de crédits à l'équipement (98 %), enregistre une hausse de 8 % en 2010, un rythme équivalent à celui observé en 2009. En 2010, les crédits aux collectivités locales constituent un des principaux facteurs de la croissance des concours des DCOM. Cette tendance est notable dans toutes les géographies. Le financement des collectivités locales est assuré à hauteur de 83 % par les établissements de crédit installés localement.

LES COMPTES D'EXPLOITATION DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT

Il convient de souligner que cette partie repose sur l'analyse d'un échantillon de 13 banques, dont 9 situées dans la zone des départements français d'Amérique (DFA) et 4 dans la zone océan Indien. En conséquence, les conditions d'exploitation décrites ci-après ne reflètent pas nécessairement, en niveau comme en tendance, celles de l'ensemble des établissements de crédit locaux des DCOM.

Le total de bilan des banques des DCOM de l'échantillon progresse de 4,7 % en 2010 et atteint 19,5 milliards d'euros au 31 décembre 2010, avec un niveau de croissance quasiment identique dans les DFA et dans l'océan Indien.

Dans les DFA, les banques enregistrent en 2010 une reprise de l'activité, suite à une année 2009 atone. Le total de bilan des banques de l'échantillon progresse de 4,8 % et atteint 9 milliards d'euros. La distribution de crédit, qui représente 76 % du total de l'actif, affiche une croissance de 8,2 %, en nette accélération par rapport à 2009 (+1,6 %). La collecte de dépôts enregistre également une reprise (+6,1 %) après deux années consécutives de quasi stagnation (+0,3 % en 2009 et +1,7 % en 2008). Cette hausse plus modérée que celle de la distribution de crédit entraîne une dégradation du solde des opérations de trésorerie de 12 %. Excédentaires jusqu'en 2005, les banques des DFA affichent depuis lors un besoin de financement global croissant (plus de 1,2 milliard d'euros en 2010).

1 Avec l'évolution au 30 juin 2010 des obligations réglementaires déclaratives des établissements de crédit (passage à SURFI - Système Unifié de Reporting Financier - et abandon du système BAFI), les critères de classification des établissements de crédit dans les statistiques monétaires de l'IEDOM ont été révisés. Ainsi est considéré comme Etablissement de Crédit Installé Localement (ECIL) tout établissement disposant d'une représentation locale effective, à savoir au moins un agent permanent localement. Par différence, les Etablissements de Crédit Non Installés Localement (ECNIL) sont ceux intervenant sans représentation locale. Les données publiées dans la présente note peuvent ainsi différer des séries diffusées jusqu'à présent par l'IEDOM. Toutefois l'ensemble des séries historiques a été revue selon la nouvelle méthodologie.

2 Défiscalisation, habitat social, promotion immobilière.

3 Défiscalisation, habitat social, promotion immobilière.

Mayotte, nudibranche (*Chromodoris geminus*).





Mayotte, Tubastrée (Tubastrea) géante.

De la même façon, dans l'océan Indien, l'activité bancaire enregistre une reprise après la faible croissance observée en 2009. Le total de bilan des banques progresse de 4,6 % en 2010 (contre +1,5 % en 2009). Les encours de crédits progressent de 3,6 % après le recul de 0,5 % en 2009. Les dépôts, en recul en 2009 également, enregistrent une hausse de 4,6 % en 2010. Cette croissance plus rapide des crédits que des dépôts accroît le besoin global de financement (+6,5 %). En décembre 2010, la position nette emprunteuse s'élevait à 3,4 milliards d'euros.

Dans les deux zones géographiques, la qualité du portefeuille des banques s'est dégradée sur l'année 2010. Dans les DFA, alors que les banques de l'échantillon s'étaient engagées dans un processus d'assainissement de leurs portefeuilles de risques jusqu'en 2008 (baisse du taux de créances douteuses de plus de 4 points entre 2005 et 2008), le taux de créances douteuses est reparti à la hausse depuis 2009 (+0,5 point) et progresse de 0,2 point en 2010, pour atteindre 8 %. Dans l'océan Indien, structurellement moins élevé que dans les DFA jusqu'en 2008 (5 %), le taux de créances douteuses affiche depuis lors une forte dégradation. De 6,8 % en 2009, il passe à 7,9 % en 2010 et rejoint ainsi le niveau de celui observé dans les banques des DFA.

La reprise de la croissance du produit net bancaire (PNB) des banques des DCOM de l'échantillon observée en 2009 (+4,8 %) se confirme en 2010, avec une progression de 6 %. La hausse est plus marquée pour les établissements de l'océan Indien que pour ceux des DFA, mais dans les deux zones elle résulte de la baisse de la charge de refinancement et, dans une moindre mesure, de l'amélioration du produit net des opérations avec la clientèle.

Dans les DFA, le PNB progresse de 5,5 %. Le rythme de croissance s'est accéléré par rapport à 2009 (+2 %) et demeure supérieur à celui du total de bilan (+4,8 %). Le produit net des opérations avec la clientèle, qui représente 85 % du PNB, augmente de 2,2 %. La baisse du coût du refinancement (-27 %) contribue également à la croissance du PNB. Par catégorie de produit, la hausse du PNB est essentiellement tirée par la hausse des intérêts nets (+8,8 %) - liée notamment à la baisse du coût du refinancement - mais également par celle des commissions nettes (+8,6 %).

Dans l'océan Indien, la hausse du PNB (+6,7 %) est plus modérée qu'en 2009 (+8 %). Le produit net des opérations avec la clientèle progresse de 1,4 %. Néanmoins la hausse du PNB

Bilan agrégé dans les DFA

en millions d'euros

	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	Var. 10/09
Actif				
Opérations de trésorerie	1 654	1 696	1 624	-4,3 %
Opérations avec la clientèle	6 206	6 305	6 823	8,2 %
Opérations diverses	551	469	437	-6,8 %
Valeurs immobilisées	116	119	120	0,5 %
Total de bilan	8 527	8 589	9 004	4,8 %
Passif				
Opérations de trésorerie	2 748	2 811	2 870	2,1 %
Opérations avec la clientèle	4 751	4 765	5 055	6,1 %
Opérations diverses	360	314	257	-18,1 %
Capitaux propres	669	699	821	17,5 %

Bilan agrégé dans l'océan Indien

en millions d'euros

	31/12/2008	31/12/2009	31/12/2010	Var. 10/09
Actif				
Opérations de trésorerie	1 142	1 429	1 607	12,4 %
Opérations avec la clientèle	7 904	7 864	8 144	3,6 %
Opérations diverses	760	670	680	1,4 %
Valeurs immobilisées	94	93	87	-6,9 %
Total de bilan	9 899	10 057	10 518	4,6 %
Passif				
Opérations de trésorerie	4 385	4 650	5 040	8,4 %
Opérations avec la clientèle	4 112	3 998	4 183	4,6 %
Opérations diverses	349	356	199	-44,2 %
Capitaux propres	1 054	1 053	1 096	4,2 %

est avant tout la conséquence, comme en 2009, d'une baisse du coût du refinancement (-13 %). En termes de composantes, la hausse du PNB est essentiellement tirée par celle des intérêts nets (+8 %) et plus modérément par les commissions nettes (+6,5 %).

Dans les DFA, les frais généraux (+3 %) progressent à un rythme inférieur à celui du PNB. En conséquence, le résultat brut d'exploitation augmente de 14 %. Le coefficient net d'exploitation¹ s'améliore de 1,5 point à 73,5 %. Le coût du risque, qui avait enregistré une très forte progression en 2009 (70 millions d'euros), diminue de moitié (32 millions d'euros), ce qui permet une forte hausse du résultat d'exploitation (+142 %, à 91 millions d'euros). Par rapport à l'année 2009, le résultat net des banques des DFA est multiplié par cinq pour s'établir à 51 millions d'euros.

Dans l'océan Indien, les frais généraux progressent de 5,6 %, soit un niveau légèrement inférieur à celui du PNB, ce qui conduit à un résultat brut d'exploitation en hausse de 6,7 %. Le coefficient net d'exploitation s'améliore de 1 point à 58 % et demeure à un niveau nettement inférieur à celui des banques des DFA. Le coût du risque diminue en 2010, après deux années consécutives de forte hausse, mais demeure à un niveau élevé (95 millions d'euros), qui pèse sur le résultat d'exploitation. Ce dernier progresse cependant, en passant de 30 à 66 millions d'euros. Le résultat net devient positif en 2010 (51 millions d'euros), après le solde négatif de 2 millions d'euros enregistré en 2009.

¹ (Frais généraux + dotations aux amortissements)/produit net bancaire.
Par construction, le coefficient net d'exploitation s'améliore quand son niveau diminue.

Compte de résultat agrégé dans les DFA

	2008	2009	2010	Var. 10/09
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-39	-52	-38	-27,1 %
(+) Opérations avec la clientèle	367	380	389	2,2 %
(+) Opérations sur titres	2	0	-1	NS
(+) Autres opérations	94	106	108	2,2 %
(=) Produit net bancaire	423	434	458	5,5 %
(-) Frais généraux	305	311	321	3,3 %
dont frais de personnel	181	186	188	1,5 %
dont services extérieurs	116	117	125	6,6 %
(-) Dotations aux amortissements	13	15	15	1,4 %
(-) Divers	1	0	-1	NS
(=) Résultat brut d'exploitation	104	108	123	13,8 %
(-) Coût du risque	-2	70	32	-54,5 %
Résultat d'exploitation	107	38	91	141,5 %
Résultat courant avant impôt	107	38	91	140,3 %
Résultat net	64	10	51	429,7 %

Compte de résultat agrégé dans l'océan Indien

	2008	2009	2010	Var. 10/09
(+) Opérations de trésorerie et interbancaire	-145	-125	-110	-12,5 %
(+) Opérations avec la clientèle	386	383	389	1,4 %
(+) Opérations sur titres	7	-2	-3	37,2 %
(+) Autres opérations	82	102	106	3,4 %
(=) Produit net bancaire	331	358	382	6,7 %
(-) Frais généraux	183	195	206	5,6 %
dont frais de personnel	110	117	125	6,5 %
dont services extérieurs	67	71	73	3,9 %
(-) Dotations aux amortissements	15	15	15	-0,7 %
(-) Divers	-2	-3	-0	-86,1 %
(=) Résultat brut d'exploitation	135	151	161	6,7 %
(-) Coût du risque	50	121	95	-21,1 %
Résultat d'exploitation	119	30	66	118,0 %
Résultat courant avant impôt	85	28	64	129,0 %
Résultat net	83	-2	51	NS

NS: Non significatif.